

Sondage Exclusif

*Mort d'une jeune femme suite à une injection d'une « fake injector » :
qu'attendent les Français*

30 mars 2026

Un sondage réalisé par Norstat sur un échantillon représentatif de Français

Pourquoi ce sondage

Balance ton *fake injector*

La mort récente survenue à Villeurbanne à la suite d'une injection illégale agit comme un électrochoc. Elle met en lumière une réalité que beaucoup pressentaient sans qu'elle ne soit réellement traitée à la hauteur des enjeux : l'essor de pratiques clandestines en médecine esthétique, facilitées par les réseaux sociaux, et insuffisamment encadrées par les dispositifs actuels.

Ce drame pose des questions de fond. Sur la capacité des institutions à anticiper et encadrer ces nouvelles pratiques. Sur le rôle des instances de régulation, des plateformes numériques, des professionnels eux-mêmes. Et, plus largement, sur notre capacité collective à faire face à des usages qui évoluent plus vite que les cadres qui sont censés les structurer.

Dans ce contexte, cette étude vise à interroger les Français : leur perception du phénomène, leur niveau d'inquiétude, leur lecture des responsabilités et, surtout, leurs attentes en matière de régulation. Car au-delà de l'émotion, c'est bien une question centrale qui se pose : sommes-nous face à une dérive marginale... ou à un problème systémique qui appelle une réponse politique forte ?

Balance Ton Fake Injector

Balance Ton Fake Injector est né d'un constat simple : face à la multiplication des faux injecteurs et à la banalisation de pratiques dangereuses sur les réseaux sociaux, le silence n'est plus une option.

Ce compte se positionne comme un véritable lanceur d'alerte.

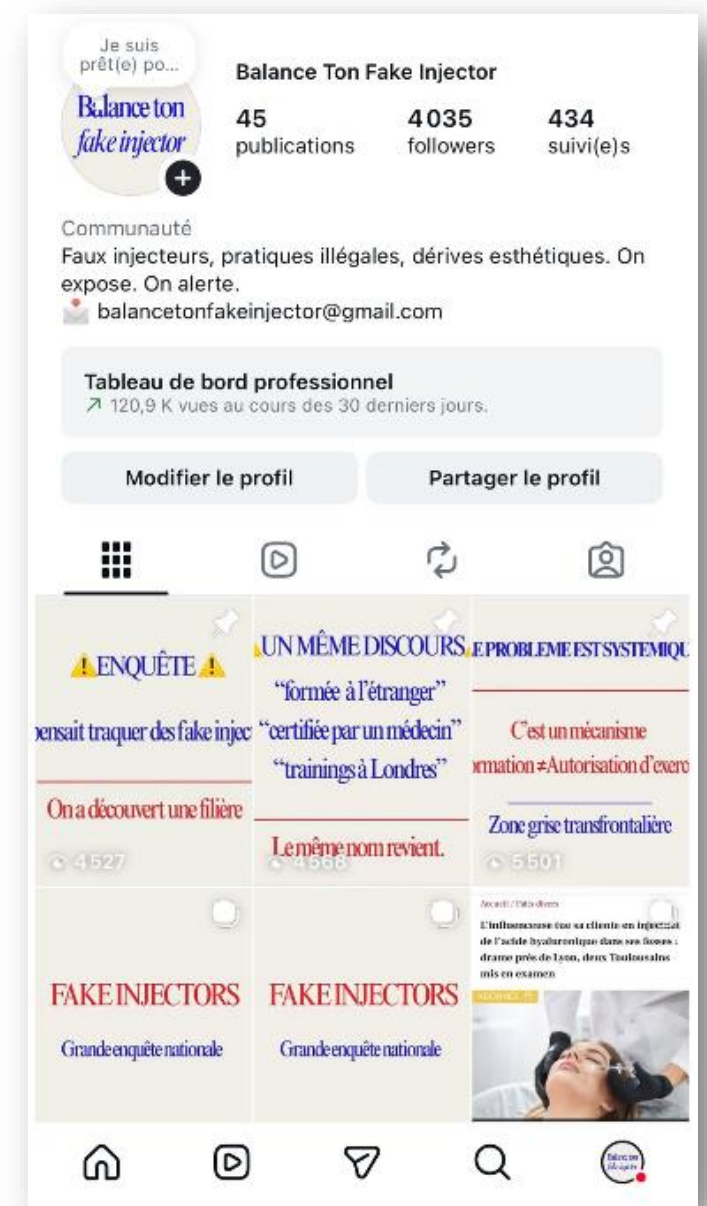
Nous documentons, nous enquêtons, nous recueillons des témoignages et nous signalons des pratiques qui mettent directement en danger la santé des patients.

Derrière chaque publication, une réalité : des dérives connues, visibles, mais encore insuffisamment traitées. Cette mobilisation a déjà permis de faire émerger le sujet dans le débat public, en suscitant l'intérêt de décideurs politiques, de journalistes et en libérant la parole de nombreux professionnels et patients. Notre objectif est clair : alerter, documenter, faire réagir.

Et tant que ces pratiques continueront de se développer sans encadrement suffisant, nous poursuivrons ce travail, avec exigence et détermination.

Parce qu'il ne s'agit pas d'un simple sujet esthétique.
Il s'agit de santé publique.

@balancetonfakeinjector
balancetonfakeinjectors@gmail.com



norstat

Une étude réalisée par

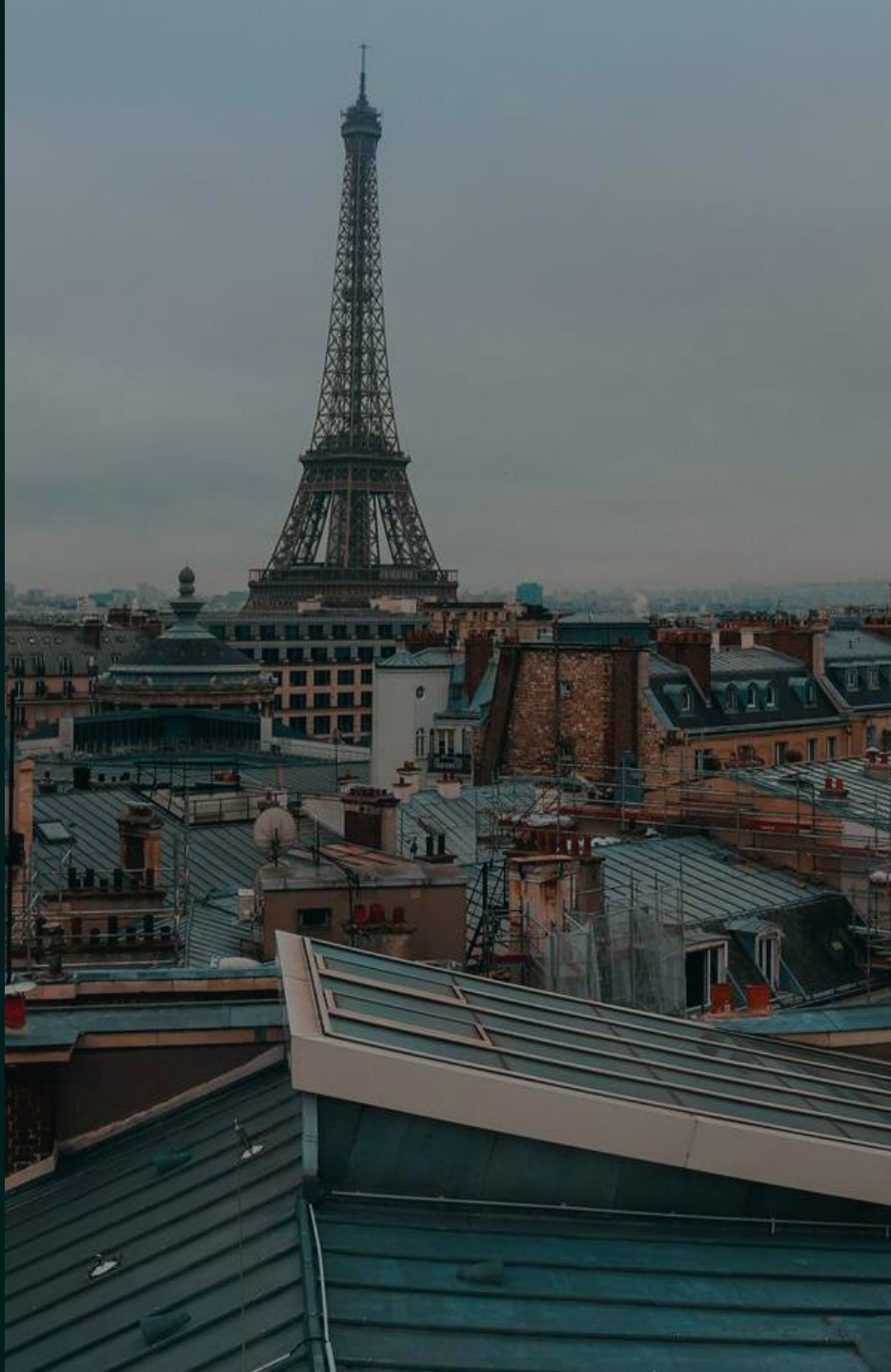
norstat

Fondée en 1997

Nous sommes l'**un des plus grands groupes Européen** en matière de collecte de données pour le secteur des études de marché.

Nous fournissons des données de première classe sur n'importe quel sujet ou groupe cible souhaité en utilisant des méthodes de collecte de données équitables et transparentes.

Nous utilisons **notre propre réseau** étendu de panels internationaux ainsi que la relation de confiance que nous avons avec nos répondants. La **qualité** et à la **rapidité** sont nos priorités. L'automatisation de la collecte de données assure une rapidité et une **efficacité**, tandis qu'un solide **contrôle** de qualité garantit la fiabilité de nos données.



400

Collaborateurs talentueux

17

Bureaux en Europe

20

Panels propriétaires

4M5

Notre réseau de répondants

9M

Interviews /an

1800

Nos clients

10000

Projets /an

*Les instances à contacter pour en savoir plus sur le sujet
(Par ordre alphabétique)*

*Balance ton
fake injector*

Cercle des Bonnes Pratiques en Médecine Esthétique : contact@cercle-medecine-esthetique.com

Conseil national de l'Ordre des médecins : cd.75@ordre.medecin.fr

Elysée, Conseiller spécial santé : gregory.emery@elysee.fr

Ministère de la santé, Direction générale de la santé : lise.alter@sante.gouv.fr

Société Française de Médecine Esthétique : info@sfme.info

Société Française des Chirurgiens Esthétiques Plasticiens : president@sofcep.fr

Syndicat National des Médecins Esthétiques : info@snme.info

Syndicat National De Chirurgie Plastique Reconstructrice Et Esthétique : contact@sncpre.org

Méthodologie

Balance ton *fake injector*

Sondage

Réalisée en ligne les 29 & 30
mars 2026 (*Panel Norstat*)

Echantillon

1004 répondants
Représentatifs de la
population française

Questions

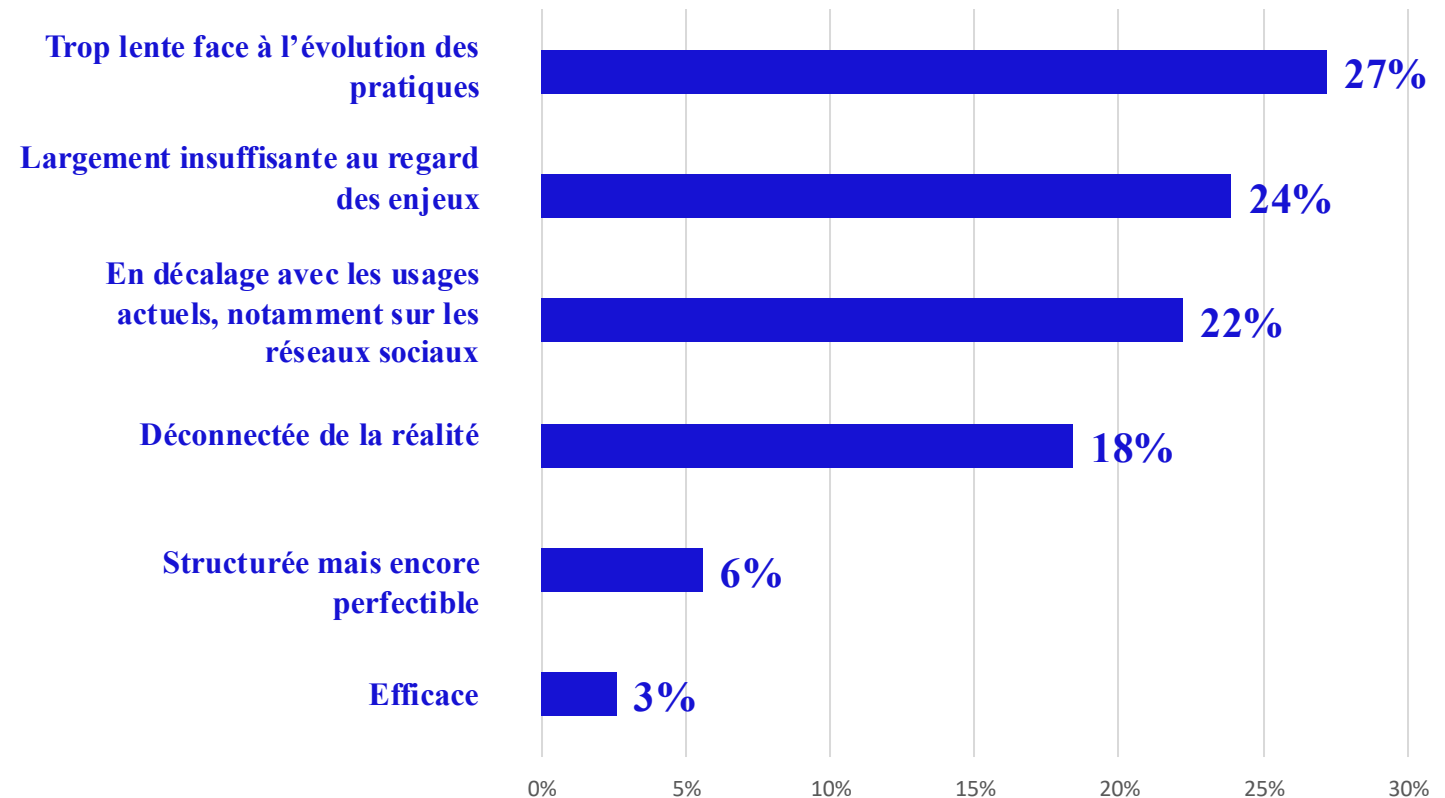
Des questions directes, sans détour :

- Quelle responsabilité ?
- Les institutions sont-elles à la hauteur ?
- Les réseaux sociaux aggravent-ils le phénomène ?
- Faut-il faire évoluer la loi ?

Un regard largement négatif face à l'action publique

91%

Des répondants ont un regard globalement négatif (trop lente, insuffisante, en décalage avec les usages, déconnectée, etc.) vs l'action des institutions publiques face à ce drame

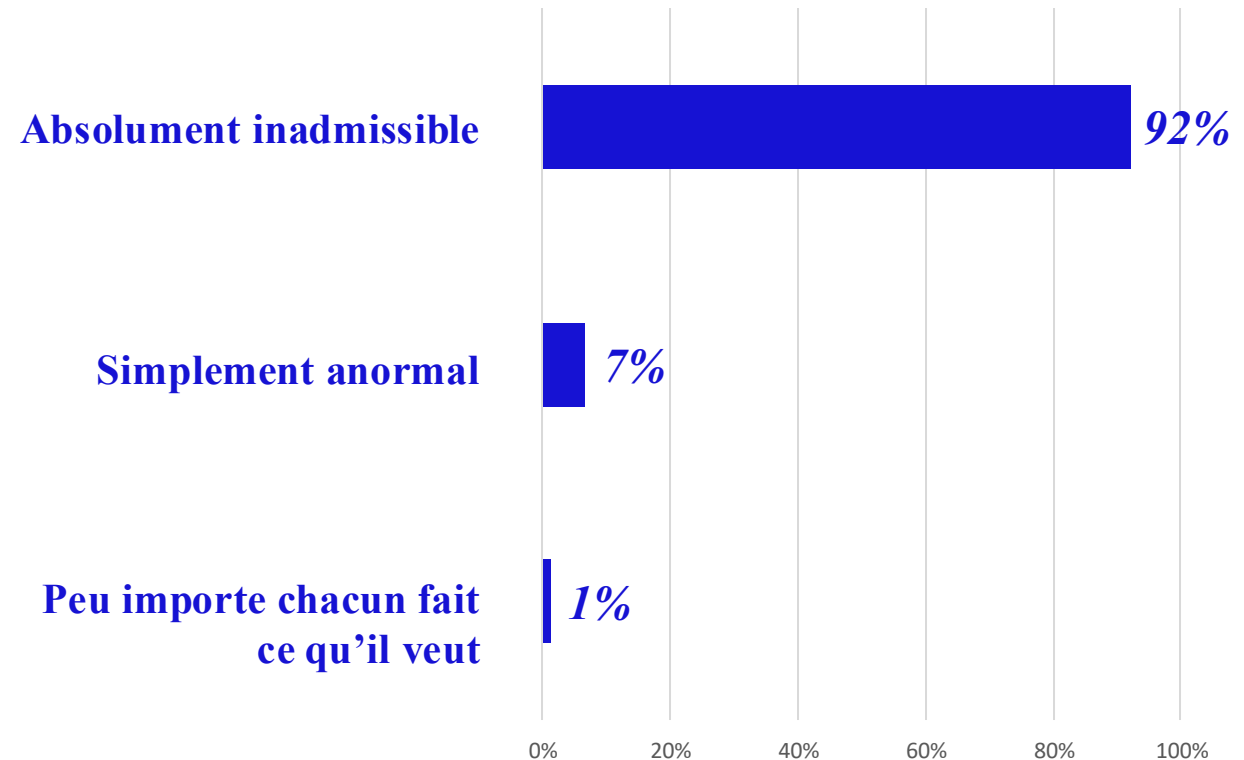


Sur le sujet de la médecine esthétique, devant de tels drames, l'action des institutions publiques (Ministère de la Santé, autorités sanitaires, Ordre des médecins) vous paraît :

Les Français consternés par le phénomène des Fake Injectors

92%

Trouvent absolument inadmissible que les influenceurs se fassent passer pour des médecins pour pratiquer des actes médicaux au risque de mettre en danger la vie de personnes trompées



Aujourd'hui, trouvez-vous normal que des influenceurs qui se font passer pour des médecins puissent pratiquer des actes médicaux au risque de mettre en danger la vie de personnes trompées ?

*Influenceurs & plateformes social média :
une responsabilité partagée*

73%

Pointent directement les influenceurs comme responsable directement du décès de la victime à Villeurbanne

63%

Considèrent que c'est la responsabilité des plateformes social média (Tiktok, Instagram, Facebook, YouTube)

Selon vous, qui porte la responsabilité principale de ce type de drame ?

Balance ton *fake injector*

Les autorités de régulation attendues au tournant

41%

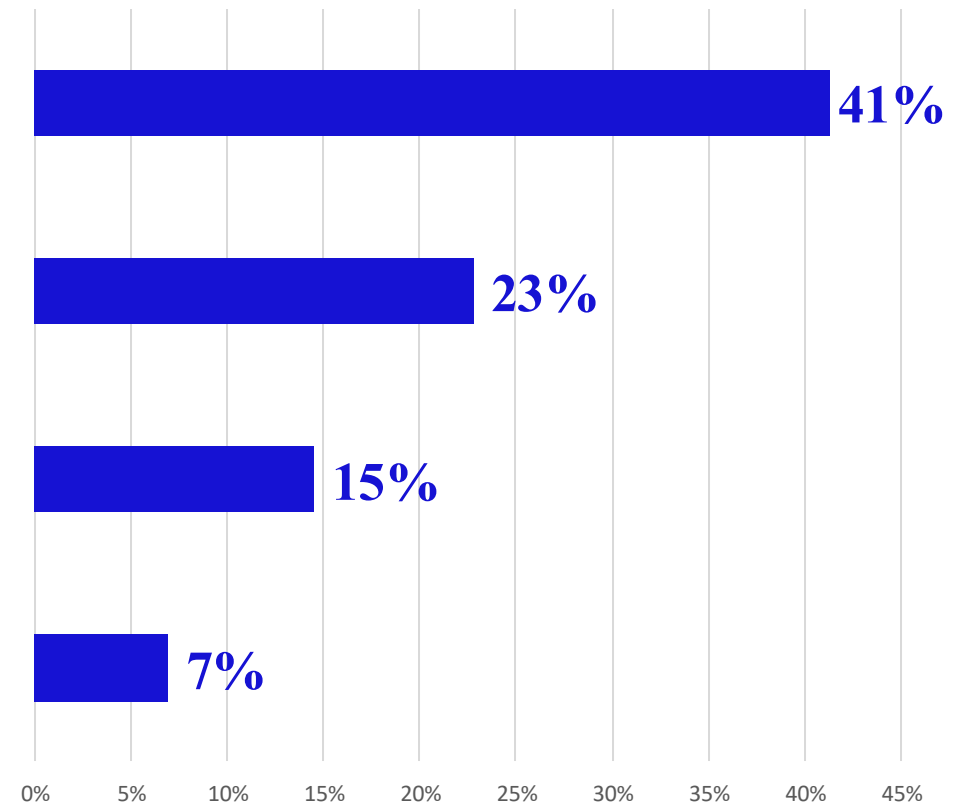
Pointent la responsabilité des instances de régulation (Ministère de la Santé, Direction générale de la santé, Haute autorité de la Santé)

Les autorités de régulation
(Ministère Santé, Direction
générale de la santé, HAS)

La justice

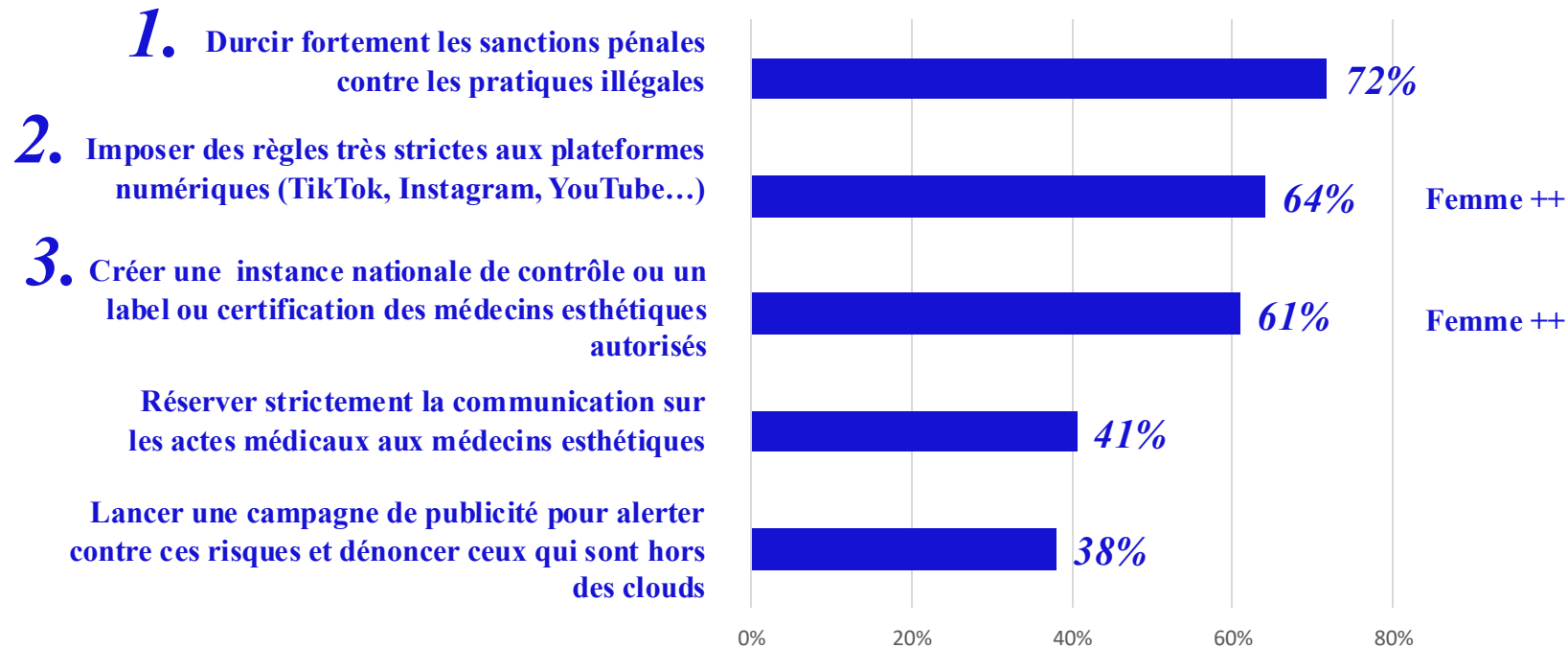
L'ordre des médecins

Les syndicats et associations
de spécialistes



Selon vous, qui porte la responsabilité principale de ce type de drame ?

Sanctionner, réguler, contrôler : un appel à la régulation

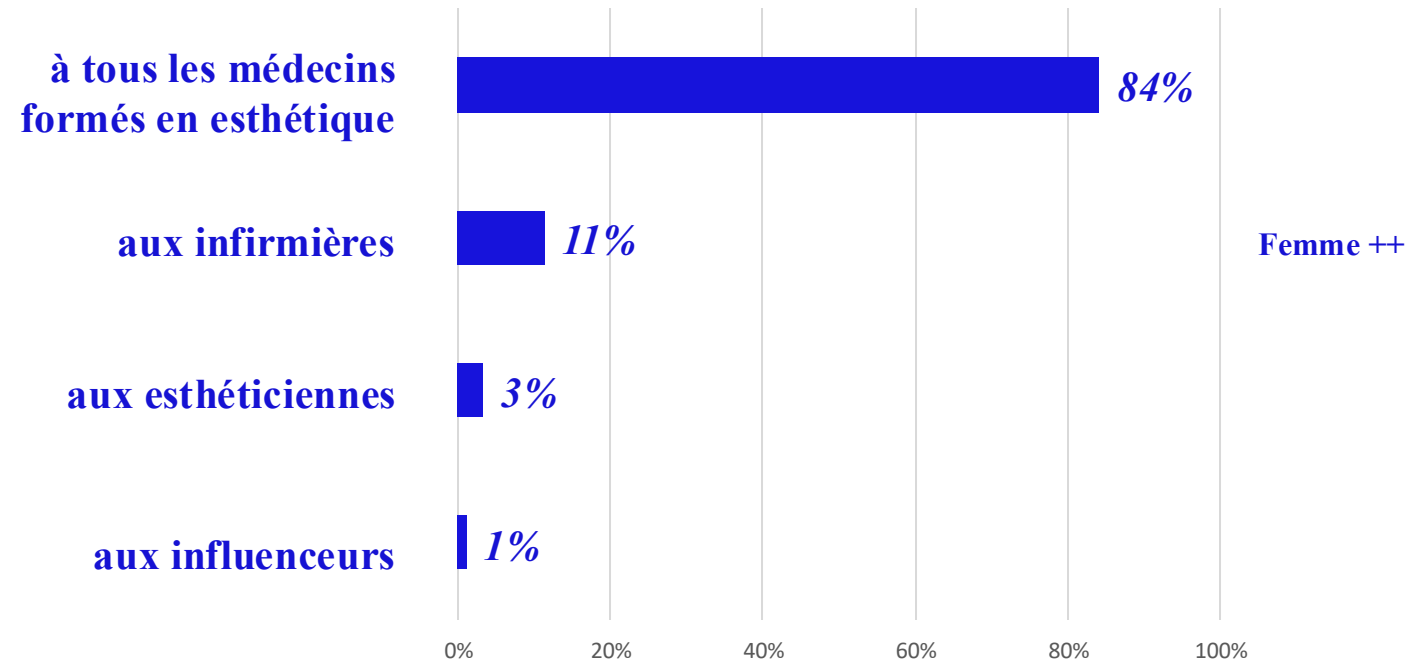


Quelles sont, selon vous, les actions prioritaires à mettre en place pour lutter contre ce phénomène ?

Des médecins formés pour répondre à la demande en esthétique
De l'urgence d'ouvrir les injections à tous les médecins formés

84%

Des répondants pensent que les injections esthétiques doivent être autorisés à l'ensemble des médecins formés pour répondre à la demande et soulager les spécialistes



Face à la demande croissante, selon vous, quels professionnels devraient être autorisés à pratiquer les injections esthétiques ?

Les grands enseignements

Balance ton *fake injector*

1. Un rejet massif et unanime des dérives portés par certains influenceur

92 % des Français jugent absolument inadmissible qu'un influenceur puisse se faire passer pour un médecin pour pratiquer des actes médicaux. Il n'y a pas de débat dans l'opinion : c'est un consensus.

2. Influenceurs et plateformes dans le viseur

73 % des Français pointent directement les influenceurs comme responsables, et 63 % mettent en cause les plateformes (TikTok, Instagram...)

41% pointent également la responsabilité des instances de régulation (Ministère de la Santé, Direction générale de la santé, Haute autorité de la Santé)

3. Les institutions jugées défailtantes dans leur rôle

91 % portent un regard négatif sur l'action des institutions publiques face à ce drame, trop lentes, insuffisantes, déconnectées des usages numériques.

4. Un appel fort à la régulation

73 % veulent durcir les sanctions pénales et 63% réclament des règles strictes imposées aux plateformes. La demande de régulation est plus forte chez les femmes.

5. De l'urgence d'ouvrir les injections à tous les médecins formés

84 % souhaitent élargir la pratique à l'ensemble des médecins formés en esthétique, pour répondre à la demande et tarir le recours aux praticiens illégaux.